

Eléonore CADOU

Maître de Conférences (HC) en Droit privé
à l'Université de la Réunion
Contact : eleonore.cadou@univ-reunion.fr

Née le 21 mars 1970 à Paris

A jour au 31 octobre 2021

FORMATION

- Novembre 1997 :** **Doctorat en droit**, Mention très honorable, avec félicitations du jury à l'unanimité et autorisation de publication en l'état.
Sujet de thèse : "*La distribution de la presse : Étude des contrats conclus dans le cadre de la loi du 2 avril 1947*"
Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).
Directeur de thèse : Monsieur le Pr Jacques GHESTIN.
- Juin 1993 :** **DEA de Droit privé général**, Mention Bien, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne. Obtention d'une allocation de recherche.
- Juin 1992 :** **Maitrise de Droit privé**, Mentions Assez-Bien et Très-Bien, Université de Paris II Panthéon-Assas.
- Juin 1991 :** **Licence en Droit**, Mention Assez-Bien, Université de Paris XI, Sceaux.
- Juin 1989 :** **Diplôme d'anglais** de la Chambre de commerce de Londres
- Juin 1987 :** **Baccalauréat** série D, mention Bien.

EMPLOIS UNIVERSITAIRES

- **Promotion Maître de conférences Hors classe** (2017)
- **Maître de conférences** en droit privé à l'Université de la Réunion (depuis 2000)
- **Chargée de cours vacataire** à l'Université Paris II Panthéon-Assas (depuis 2016)
- **Chargée de cours et de TD** à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne et à l'Université Paris XIII Villetaneuse (1997-2000)

- **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)** à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (1995-1997)

- **Allocataire de recherche** à l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (1993-1995)

ENSEIGNEMENTS

1- Spécialités :

- Droit des contrats
- Droit de la presse (spéc. Distribution de la presse)
- Droit des personnes et de la famille, Bioéthique

2. Enseignements traditionnels :

2.1 : En qualité de Maître de conférences (cours assurés à l'Université de La Réunion)

- *Introduction au droit* (Cours magistral 42 h + TD 18 h en L1 Droit ; CM 36 h en L1 AES ; CM 24 h en CADEG)
- *Droit des personnes et des incapacités* (Cours magistral 30 h en L1 Droit, CM 18 h en L1 Droit)
- *Droit de la famille* (Cours magistral 42 h + TD en L1 Droit)
- *Droit des contrats* (Cours magistral 42 h + TD 18 h en L2 Droit)
- *Droit des obligations* (Cours magistral 36 h + TD 12 h en L2 AES)
- *Droit pénal général* (Cours magistral 36 h en L2 Droit)
- *Droit des contrats spéciaux* (Cours magistral 36 h et TD 15 h en L3 Droit)
- *Communication et médias* (Cours magistral 24 h en L3 Droit)
- *Libertés et droits fondamentaux* (Cours magistral 30 h en L3 Droit)
- *Droit des transports* (Cours magistral 30 h en M2 Droit des affaires)
- *Droit de la preuve* (Cours magistral 15 h en M2 Recherche)
- *Droit de la preuve et bioéthique* (CM 12 h en M2 Recherche)
- *Droit du couple non-marié* (Séminaires 6 h, DSN Diplôme Supérieur du Notariat)
- *Droit des personnes et de la famille* (Séminaires d'actualités 10 h, Préparation CRFPA)
- *Droit de la santé et bioéthique* (Cours magistral 12 h, PACES, Élèves médecins)
- *Droit de la preuve en droit de la famille* (Séminaires DU Collège de droit, 10 h)
- *Droit de la concurrence* (Travaux dirigés 18 h, M2 AES) ;

2.2 : En qualité de Maître de conférences (cours assurés hors de l'Université de La Réunion)

- *Entreprises de distribution de la presse* (Cours magistral, 12 h en M2 Droit de la communication, Université Paris II Panthéon-Assas) - Depuis 2017.
- *Droit médical* (Cours magistral 20 h, Formation CNFPT Médecins territoriaux, La Réunion)
- *Droit des sociétés* (Cours magistral 20 h, Capacité Gestion 2^{ème} année, Mayotte)
- *Droit de la famille* (CM 36 h + TD en L1 Droit, Mayotte)
- *Droit des personnes et de la famille* (CM 20 h, IRTS travailleurs sociaux, La Réunion)

2.3 : En qualité d'ATER ou d'allocataire de recherche :

- *Introduction au droit* (TD, dir. M. Ch. Jamin, Paris I Panthéon-Sorbonne)
- *Droit des personnes* (TD, dir. Mme H. Muir-Watt, Paris I)
- *Droit des contrats* (TD, dir. M. Ph. Delebecque, Paris I)
- *Droit de la famille* (TD, dir. Mme M. Malaurie puis Mme Buffelan-Lanore, Paris I)
- *Droit pénal général* (TD, dir. M. C. Pellerin, Paris I)
- *Droit de la distribution* (TD, dir. M. P.-H. Conac, Paris I)

2.4 : En qualité de vacataire :

- *Droit des personnes et de la famille* (CM, 20 h en Maîtrise franco-anglaise, Paris I Panthéon-Sorbonne)
- *Méthodologie* (TD, dir. M. D. Cohen, Paris XIII Villetaneuse)

3. Enseignements numériques :

- Cours d'*Introduction au droit* pour l'*Université Numérique Juridique Francophone* (UNJF) ;
Création du cours et mise à jour semestrielle depuis 2010.

RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES ET DE RECHERCHE

1. Administration

- Mise en place de la filière Droit (L1, L2, L3) sur l'antenne sud de l'Université de la Réunion (2000 à 2004)
- Correspondant du Doyen pour l'antenne sud de l'Université de la Réunion - Droit et AES (2000 à 2006)
- Assesseur du Doyen pour l'antenne sud de l'Université de la Réunion - Droit et AES (2007 à 2015)
- Membre nommé du Directoire de l'antenne sud de l'Université de la Réunion (2009 à 2015)
- Membre invité du Conseil de faculté (2007 à 2014)
- Membre élu du Conseil de faculté (2014 à 2018)
- Responsable pédagogique L1 Droit (de 2000 à 2007)
- Responsable pédagogique L2 Droit (de 2001 à 2016)
- Responsable pédagogique L3 droit (de 2004 à 2008 puis 2016 - 2020)
- Membre titulaire de la Commission de spécialistes (de 2001 à 2008)
- Membre titulaire du Comité de sélection 01 (2009)
- Membre de la Commission de Validation des Acquis (2002-2009 et 2017-)
- Membre de la Commission d'avancement MCF Hors-classe (depuis 2018)
- Membre de la Commission pédagogique Licence (2017-2019)
- Membre du Conseil de Perfectionnement (2017-)
- Référent Sud pour la mobilité internationale (2010 à 2013)
- Référent Sud pour le plan Aide à la Réussite (2002 à 2003)
- Référent Sud pour le plan Réussir en Licence (2008 à 2010)
- Référent Sud pour le plan Orientation active (2009 à 2012)

- Référent Sud pour l'Admission Post Bac (APB) (2010 à 2012)

2. Recherche et pédagogie

- Responsable du pôle "Droit privé" de la *Clinique du droit* (depuis 2017)
- Membre du Comité de lecture de la *Revue Juridique de l'Océan Indien* (RJOI) (depuis 2006)
- Responsable de la Rubrique "Droit des personnes et de la famille" à la RJOI (depuis 2009)
- Membre du *Centre de recherche juridique* (CRJ) de l'Université de la Réunion (EA14)
- Consultations dans le cadre de la réforme du Code civil Mauricien (*Law reform Commission of Mauritius* dirigée par Mr Pierre Rosario DOMINGUE) sur les thèmes suivants (2015) :
 - Respect du corps humain
 - Mariage
 - Filiation
 - Adoption
- Directrice de mémoires en M1, M2 et DSN depuis 2002.
- Maître de stage PPP en L3 depuis 2017
- Membre du Jury *Concours de mémoires* LexOI (2017 -)
- Membre du Comité de suivi de thèse de Mme Nathalie AYME (Sujet de thèse : L'identité numérique)

3. Vie universitaire

- Coach pour la *Diagonale des Juristes*, concours de plaidoirie (2012 à 2014)
- Référent de la Faculté de Droit pour le *1er Festival du film documentaire* (2014)
- Référent sudiste pour le Festival *Cinétoilégalité*, dans le cadre de la Mission Egalité Hommes / Femmes (2015 / 2016)

AUTRES EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

- Depuis 2006 : Membre du Conseil d'administration de l'association humanitaire **Aïna Enfance & Avenir**. Conseil juridique bénévole.
- Depuis 2000 : Consultations juridiques occasionnelles en matière de Droit des contrats, spécialement dans le secteur de la **Distribution de la presse** (commanditaires : Editeurs de presse nationale et régionale, Distributeurs nationaux, Distributeurs locaux, Diffuseurs, Sociétés de messageries de presse, Pouvoirs publics, Avocats).
- Janv. 1997 - Août 2000 : Collaboration salariée au sein du cabinet **SCP Delaporte et Briard, Avocats aux Conseils** : Consultations, Mémoires ampliatifs, Mémoires en défense, dans tous les domaines du droit privé.
- Mai-Juin 1998 : Collaboratrice de Mme Noëlle LENOIR pour l'organisation du **Colloque international** « *Bioéthique et droits de l'homme* », dans le cadre de la *Mission Interministérielle pour les Droits de l'Homme*

(Mission Badinter) créée à l'occasion de la célébration du cinquantenaire de la D.U.D.H.

- Septembre 1994 : Stage au service juridique des **Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne** (N.M.P.P.).
- Septembre 1993 : Stage chez **Clifford Chance**, cabinet d'avocats d'affaires international, Paris.
- Juillet-Aout 1993 : Organisation et encadrement de la "**IIème Université d'été** de formation de formateurs en Droits de l'Homme et citoyenneté démocratique", organisée par l'Association de Défense des Libertés Fondamentales (ADLF) et le Ministère français des Affaires Etrangères.
- Juillet 1992 : Stage chez **BP Partners**, société d'édition, Paris : Gestion du contentieux, recouvrement des créances clients.
- Sept. 1991 à Jan. 1992 : C.D.D. à mi-temps au Service juridique et financier de **ABBOTT FRANCE S.A.**, Laboratoire pharmaceutique, Paris : Recouvrement des créances clients.
- Oct. 1987 à Juin 1991 : "Jobs" divers : ouvreuse, serveuse, vendeuse, surveillante des écoles, télé-enquêtrice, saisonnier agricole, employée de bureau, secrétaire médicale, volontaire pour essais cliniques indemnisés, soutien scolaire, baby-sitter.

PUBLICATIONS

Ouvrages

1. "**La distribution de la presse (Etude des contrats conclus dans le cadre de la loi du 2 avril 1947)**". Thèse publiée à la L.G.D.J., Bibliothèque de droit privé, t. 300, 1998, 434 p. Préface Jacques GHESTIN.

>>Ouvrage également paru sous forme traduite (Allemand) et adaptée, aux Editions NOMOS, en collaboration avec I.P.A. Network, la Fondation GROSSO et la Fédération nationale des Distributeurs de Journaux et Périodiques en Allemagne.

Articles

2. "**Internet et presse écrite : Liberté de communication et neutralité des réseaux**", avec C. Broyelle, J. Rochfeld et L. Benzoni, *Légipresse* n°378, Janvier 2020, p. 23.
3. "**Loi de réforme de la distribution de la presse : une libéralisation sous contrôle**", *Légipresse* n° 378, Janvier 2020, p. 56.

4. **"Loi du 18 octobre 2019 relative à la modernisation de la distribution de la presse"**
Dalloz actualités, 4 novembre 2019.
5. **"Projet de réforme de la Loi Bichet sur la distribution de la presse : une menace pour le pluralisme ?"** *Légipresse* n° 372, juin 2019, p. 326.
6. **"La régulation du système français de distribution de la presse"**, in "La loi Bichet sur la distribution de la presse, 70 ans après", dir. Camille Broyelle et Laurence Franceschini, éditions Panthéon-Assas 2018, p. 65 s.
7. **"La liberté contractuelle au secours des agents de distribution de la presse"** (à propos de la QPC n° 2015-511 du 7 janvier 2016), *Revue Constitutions*, 2016-3, p. 480.
8. **"Vie familiale et droits fondamentaux"**, in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses, 2016, p. 97 s.
9. **"Les droits de l'enfant"** in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses 2016, p. 120 s.
10. **"La liberté d'expression,"** in *Objectif avocat : Le Grand Oral*, dir. R. Bernard-Menoret, Ellipses 2016, p. 308 s.
11. **"Les spécificités de l'adoption internationale dans la zone Océan Indien"**, *Revue juridique de l'océan indien (R.J.O.I.)* n° 18, 2014, p. 179 s.
12. **"Le droit de la filiation à l'épreuve de l'homoparenté"** in "Bioéthique et genre" dir. A.-F. Zattara-Gros, LGDJ 2013, p. 183 s.
13. **"Variations autour de l'exigence de légalisation du consentement des représentants légaux en vue d'une adoption plénière internationale"**, *Recueil Dalloz* 2012, p. 2260 s.
14. **"L'enfant sans filiation peut-il être confié à un Organisme autorisé pour l'adoption ?"**, *Recueil Dalloz* 2011, p. 2093 s.
15. **"L'adaptation du Code civil dans les matières nouvelles : l'exemple de la bioéthique"**, *Revue juridique de l'Océan indien (R.J.O.I.)*, 2006, p. 169 s.
16. **« Le statut de l'enfant dans l'océan indien : l'enfant mahorais »** (35 p.), *Revue internationale de droit comparé (R.I.D.C.)* 2005-2, p. 291 à 343.
17. **« Justice privée et procédures collectives »** (Etude de l'admission par le droit des procédures collectives des trois modes de justice privée que sont l'exception d'inexécution, le droit de rétention et l'exception de compensation), *Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique (R.T.D.Com)* 2000, pp. 817-845 ;
18. **« La "biologisation" du droit de la filiation »** (Etude de l'influence du progrès scientifique sur les règles du droit de la filiation). Article publié dans l'ouvrage *Le droit saisi par la biologie - Des juristes au laboratoire*, sous la direction de Mme Catherine LABRUSSE-RIOU, Bibliothèque de Droit Privé, L.G.D.J., 1996, t. 259, p. 15 à 38 - Critique G. Mémeteau parue à la R.T.D.Civ. 1996, p.1039.

Fascicules de Jurisclasseur

19. « **Les familles monoparentales** », *J. Cl. Nouveaux couples, nouvelles familles*, fasc. n° 220
20. « **Régime de la distribution de la presse** », *J-Cl. Communication*, fasc. 4040

Commentaires de jurisprudence

21. **Note sous CA Saint Denis de La Réunion, 27 septembre 2011** (Sur la combinaison de la preuve scientifique et de la possession d'état dans l'action en établissement de filiation) *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 15, 2012, p. 123 s.
22. **Note sous CA Saint Denis de La Réunion, 19 septembre 2008**, (sur la conciliation de la liberté d'expression avec le droit à l'image) : *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 10, 2010, p. 153 s. ;
23. **Note sous CA Saint Denis de La Réunion, 29 janvier 2008** (sur la place de l'expertise génétique dans l'action en constatation de possession d'état), *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 9, 2009, p. 213 s. ;
24. **Note sous CA Aix-en-Provence, 12 mars 2002** (sur l'action en contestation de la reconnaissance d'enfant naturel accomplie par un transsexuel après son changement d'état), *Recueil Dalloz 2003*, p. 1528 s. ; Commentaire également publié aux *Annuels du droit 2003, Introduction au droit et droit civil*, Dalloz, p. 163 ;
25. **Note sous Cass. 1^{ère} civ. 20 mars 2001** (sur la répartition de compétences entre la justice musulmane et les juridictions de droit commun dans la collectivité départementale de Mayotte), *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 3, 2003, p. 317 s.
26. **Note sous Cass. Com. 29 février 2000**, (sur la qualification de mandat d'intérêt commun du contrat de distribution de diffuseur de presse), *J.C.P. 2000*, éd. G. II, 10355 ;
27. **Note sous Cass. Com. 5 octobre 1999** (sur l'application au Conseil de la concurrence de l'article 6-1 de la Conv. EDH), *J.C.P. 2000*, éd. G., II, 10255 ;

Observations et chroniques

28. **Chronique Droit de la presse et des médias**, dir. Bernard Beignier, JCP juillet 2021, p. 1317.
- 29.
30. **Chronique Droit de la presse et des médias**, dir. Bernard Beignier, JCP juillet 2020, p. 1331.
31. **Chronique de jurisprudence en droit des personnes et de la famille**, *Rev. Jur. Océan Indien*, 2018 :

- Cour d'Appel de Saint Denis de la Réunion, 15 décembre 2017 (Action en rectification de la mention de la profession sur un acte de reconnaissance)
- Cour d'Appel de Saint Denis de la Réunion, 16 février 2018 (Action en contestation de nationalité française pour cause de bigamie)
- Cour d'Appel de Saint Denis de la Réunion, 2 février 2018 (Action en contestation de nationalité française par filiation).

32. Chronique de jurisprudence en droit de la famille, *Rev. Jur. Océan Indien* n° 21, 2015 :

- Cour d'appel de Saint Denis de La Réunion, 15 janvier 2014 (Résidence de l'enfant, preuve, nouvelles technologies, réseaux sociaux) ;
- Cour d'appel de Saint Denis de la Réunion, 2 juillet 2014 (Divorce, preuve, nouvelles technologies, SMS) ;
- Cour d'appel de Saint Denis de la Réunion, 5 août 2014 (Divorce, prestation compensatoire, nouvelles technologies, réseaux sociaux) ;

33. Obs. sous TGI Saint Denis de La Réunion, 12 avril 2013, *Rev. jur. Océan Indien* n° 21, 2015 (Adoption internationale, légalisation du consentement des parents biologiques de l'enfant, procédure, autorité de la chose jugée) ;

34. Chronique de jurisprudence en droit de la famille : *Rev. Jur. Océan Indien* n° 17, 2013,

- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 28 septembre 2012 (Divorce, filiation, preuve, nouvelles technologies)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 6 juin 2012 (Divorce, filiation, preuve, nouvelles technologies)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 24 octobre 2012 (Filiation, action en rétablissement de paternité, présomption tirée du refus de se soumettre à la preuve scientifique, changement de nom).
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 6 juin 2012 (Filiation, Action en contestation, Responsabilité civile de la mère, Préjudice résultant d'une "affection donnée à tort")
- Cour d'appel Saint Denis de la Réunion, 1er août 2012 (Filiation, Fixation de la résidence principale de l'enfant, départ d'un parent en métropole)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 8 août 2012 (idem)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 8 août 2012 (idem)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 10 août 2012 (idem)
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 14 août 2012 (idem)

35. Obs. sous Cour d'appel St Denis de La Réunion, 6 décembre 2011 et Cour d'appel St Denis de la Réunion, 27 septembre 2011, (Action en contestation de paternité, preuve scientifique) *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 15, 2012, p. 126 s.

36. Obs. sous Cour d'appel St Denis de La Réunion, 27 septembre 2011 (Action en contestation de paternité, preuve scientifique, procédure), *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 15, 2012, p. 129.

37. Obs. sous Cour d'appel St Denis de La Réunion, 27 décembre 2011 (Adoption internationale Haïti, légalisation des actes de consentement à l'adoption plénière), *Rev. Jur. Océan Indien*, n° 15, 2012, p. 130 s.

38. Obs. sous Cour d'appel St Denis de La Réunion 30 novembre 2010 (Prescription des actions en contestation de filiation), *Rev. Jur. Océan Indien* n° 13, 2011, p. 120 s.

39. **Obs. sous Cour d'appel St Denis de La Réunion, 15 juin 2007** (Troubles anormaux de voisinage industriels), *Rev. Jur. Océan Indien* n° 9, 2009, pp. 196-198.
40. **Chronique de jurisprudence en droit de la famille**, *Rev. Jur. Océan Indien* n° 3, 2003, p. 347 s.
- Cour d'appel St Denis de La Réunion, 5 mars 2002 (Divorce, admissibilité des modes de preuve, journal intime)
 - Cour d'appel St Denis de La Réunion, 7 mai 2002 (Divorce, maintien du nom marital)
 - Cour d'appel St Denis de La Réunion, 2 avril 2002 (Divorce, autorité parentale, exercice du droit de visite et d'hébergement, frais de transport)
 - Cour d'appel St Denis de La Réunion, 7 mai 2002 (Divorce, prestation compensatoire, déclaration sur l'honneur, sanction)

Publications diverses

41. Depuis 2006 : Collaboration annuelle aux **Annales d'Introduction au Droit et Droit civil (Méthodologie et sujets corrigés)**, sous la direction de Thierry Garé, Dalloz.
42. Collaboration au **Dictionnaire d'histoire contemporaine**, sous la direction de Frédéric Carré et Florent Loiseau, Ellipses, 2007
- Rédaction des entrées suivantes :
- *Cour de justice internationale*
 - *Juridictions pénales internationales*
 - *Nuremberg*
 - *Peine de mort*
43. « **Pères et paternité : le point de vue juridique** » publié dans *Réalités familiales*, Revue de l'Union Nationale des Associations Familiales, Numéro spécial 1er trimestre 1998, pp. 10 à 15.
44. Refonte et mise à jour de l'ouvrage « **PV, vos droits** », Ed. ADECAU, 1993.

COLLOQUES ET CONFÉRENCES

45. "**Le principe d'impartialité dans le droit de la distribution de la presse**", Table ronde "Liberté d'expression et neutralité des réseaux de communication" co-organisée par le Pr Camille Broyelle, le Pr Judith Rochfeld et moi-même à l'Université Paris II Panthéon-Assas, 18 novembre 2019.
46. "**La déjudiciarisation du divorce**", Colloque par l'ILJS à l'Ile Maurice, 6 avril 2017.

47. **"L'originalité de la régulation du système de distribution de la presse"**, Colloque "La Loi Bichet sur la distribution de la presse, 70 ans après", organisé par le Pr Camille Broyelle et l'Institut Français de presse, Université Paris II Panthéon-Assas, 21 février 2017.
48. **"Presse et pouvoirs du XIXème au XXIème siècle : l'épopée Hachette"** Conférences de culture générale, DU Ambition, Université de la Réunion, avril 2017.
49. **"Bioéthique et genre"**, Table Ronde organisée par Mme Anne-Françoise Zattara, Université de la Réunion, 6 décembre 2013.
50. **"Les spécificités de l'adoption dans l'Océan indien"** ; Colloque "Maternité et parentalité à la Réunion et dans l'Océan indien : Regards croisés" organisé par Mme Cathy Pomart et l'OSOI à l'Université de la Réunion du 21 au 23 septembre 2012.
51. **« L'adaptation du Code civil dans les matières nouvelles : le cas de la bioéthique »**, : Colloque « Le Code civil dans la zone océan indien » organisé par l'AJOI (Association des juristes de l'Océan indien) à Antananarivo (Madagascar), sous la présidence du Pr. M. Grimaldi, 6-7 décembre 2004 , (Rev. Jur. Océan Indien 2005/2006, p. 169 s.)
52. **« Les techniques d'élaboration législative : l'exemple du droit de la famille »** Colloque à l'occasion de la Célébration du bicentenaire du Code civil organisé à Port Louis (Ile Maurice) sous la présidence de E. Leung-Shing, Ministre de la Justice et des droits de l'homme, 29 Octobre 2004 ;
53. **« Le droit de la famille et son évolution dans le Code civil »** : Colloque à l'occasion de la Célébration du bicentenaire du Code civil organisé à Port Louis (Ile Maurice) sous la présidence de M. Pillay, Honorable Chief Judge of Suprem Court, 28 Octobre 2004 ;
54. **"Sciences du vivant et Droit : Les enjeux de la bioéthique"** Université de la Réunion, Colloque à l'occasion du 10ème anniversaire du Campus Sud, Décembre 2004.
55. **« Les droits de l'individu face au pouvoir scientifique »** Conférence « Droits de l'homme », *dir.* Pr. L. Sermet, Madagascar (U.O.I.) Université Catholique de Tananarive, 8-13 mars 2001.

DIVERS

* Anglais courant - Certification EMERALD (*English as a Medium of Instruction*) obtenue en 2020.

* Permis de conduire A et B.